

## Chambre des Représentants

SESSION 1963-1964.

30 JUIN 1964.

### PROJET DE LOI

fixant le nombre des Représentants et celui des Sénateurs élus directement par le corps électoral et portant répartition des sièges conformément aux résultats du recensement général de la population au 31 décembre 1961.

### AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. DECKER.

#### Article premier.

Remplacer respectivement les nombres « 212 » et « 106 » par « 217 » et « 109 ».

#### Art. 2.

1. — Sous « Province de Flandre Occidentale » :

a) Arrondissement de Bruges, remplacer les mots :

« 3 Sénateurs »,

par les mots :

« 2 Sénateurs »;

b) Arrondissement de Roulers-Tielt, remplacer les mots :

« 2 Sénateurs »,

par les mots :

« 3 Sénateurs »;

c) Arrondissement d'Ypres, remplacer les mots :

« 2 Représentants »,

par les mots :

« 3 Représentants »;

#### Vote :

691 (1963-1964) :

— N° 1 : Projet de loi.

— N°s 2 à 4 : Amendements.

## Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1963-1964.

30 JUNI 1964.

### WETSONTWERP

tot vaststelling van het aantal Volksvertegenwoordigers en dit der rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen Senatoren en tot indeling van de zetels overeenkomstig de uitkomsten van de algemene volkstelling op 31 december 1961.

### AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER DECKER.

#### Eerste artikel.

De cijfers « 212 » en « 106 » respectievelijk vervangen door « 217 » en « 109 ».

#### Art. 2.

1. — Onder « Provincie West-Vlaanderen » :

a) Arrondissement Brugge, de woorden :

« 3 Senatoren »,

vervangen door de woorden :

« 2 Senatoren »;

b) Arrondissement Roeselaere-Tielt, de woorden :

« 2 Senatoren »,

vervangen door de woorden :

« 3 Senatoren »;

c) Arrondissement Ieper, de woorden :

« 2 Volksvertegenwoordigers »,

vervangen door de woorden :

« 3 Volksvertegenwoordigers »;

#### Zie :

691 (1963-1964) :

— N° 1 : Wetsontwerp.

— N°s 2 tot 4 : Amendementen.

**d) Modifier comme suit l'avant-dernier alinéa :**

« Ces deux derniers arrondissements éliront ensemble 5 *Sénateurs* ».

2. — Sous « Province de Flandre Orientale » — Arrondissement de Gand-Eeklo, remplacer les mots :

« 6 *Sénateurs* »,

par les mots :

« 7 *Sénateurs* ».

3. — Sous « Province de Hainaut » — Arrondissement de Thuin, remplacer les mots :

« 3 Représentants »,

par les mots :

« 4 Représentants ».

4. — Sous « Province de Liège » — Arrondissement de Verviers, remplacer les mots :

« 5 Représentants »,

par les mots :

« 6 Représentants ».

5. — Sous « Province de Luxembourg » — Arrondissement de Neufchâteau-Virton, remplacer les mots :

« 2 Représentants »,

par les mots :

« 3 Représentants ».

6. — a) Sous « Province de Namur » — Arrondissement de Dinant-Philippeville, remplacer les mots :

« 3 Représentants »,

par les mots :

« 4 Représentants »;

**b) Modifier comme suit l'avant-dernier alinéa :**

« Les arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville éliront ensemble 5 *Sénateurs* ».

**JUSTIFICATION.**

Le projet déposé par le Gouvernement rompt avec une tradition plus que centenaire. En effet, comme il est rappelé dans l'Exposé des Motifs, dans le passé la répartition des sièges s'est toujours effectuée en commençant par les provinces, avant de poursuivre par les circonscriptions électorales. Le Gouvernement estime qu'à partir du moment où l'adaptation se fait sans augmentation du nombre des sièges, et « donc exclusivement par transferts, il importe de serrer la réalité de plus près... ». L'Exposé des Motifs conclut : « Cette formule est incontestablement la plus équitable ».

Il est évident que si l'on pose en principe que le nombre de sièges ne peut être augmenté, on aboutit au système qui consiste à diminuer des représentations provinciales, pour en augmenter d'autres. Psychologiquement, le résultat est très mal accueilli dans le pays et tend à creuser le fossé qui divise l'opinion.

En poursuivant une plus grande équité — sans d'ailleurs l'atteindre — on nuirait à la bonne entente nationale. Est-ce souhaitable ?

Suivant le projet du Gouvernement, cinq arrondissements de la région francophone du pays et un arrondissement flamand perdent un siège de député. Ces six sièges vont être transférés : un en Wallonie, un à Bruxelles, quatre en Flandre.

**d) Het voorlaatste lid wijzigen als volgt :**

« Deze twee laatste arrondissementen verkiezen samen 5 *Senatoren* ».

2. — Onder « Provincie Oost-Vlaanderen » — Arrondissement Gent-Eekloo, de woorden :

« 6 *Senatoren* »,

vervangen door de woorden :

« 7 *Senatoren* ».

3. — Onder « Provincie Henegouwen » — Arrondissement Thuin, de woorden :

« 3 *Volkvertegenwoordigers* »,

vervangen door de woorden :

« 4 *Volkvertegenwoordigers* ».

4. — Onder « Provincie Luik » — Arrondissement Verviers, de woorden :

« 5 *Volkvertegenwoordigers* »,

vervangen door de woorden :

« 6 *Volkvertegenwoordigers* ».

5. — Onder « Provincie Luxemburg » — Arrondissement Neufchâteau-Virton, de woorden :

« 2 *Volkvertegenwoordigers* »,

vervangen door de woorden :

« 3 *Volkvertegenwoordigers* ».

6. — a) Onder « Provincie Namen » — Arrondissement Dinant-Philippeville, de woorden :

« 3 *Volkvertegenwoordigers* »,

vervangen door de woorden :

« 4 *Volkvertegenwoordigers* »;

**b) Het voorlaatste lid wijzigen als volgt :**

« De arrondissementen Namen en Dinant-Philippeville verkiezen samen 5 *Senatoren* ».

**VERANTWOORDING.**

In het door de Regering neergelegde wetsontwerp wordt afgeweken van een meer dan honderd jaar oude traditie. In het verleden immers — zoals in de Memorie van Toelichting wordt gezegd — werd altijd een aanvang genomen met een verdeling van de zetels over de provincies, alvorens over te gaan tot het stadium van de kiesomschrijvingen. De Regering is van mening dat, zodra de aanpassing zonder verhoging van het aantal zetels geschiedt, en « dus uitsluitend bij overdracht, men dichter bij de werkelijkheid moet blijven... ». In de Memorie van Toelichting wordt besloten : « Deze formule is ongetwijfeld de rechtvaardigste ».

Het is duidelijk dat men, indien men als principe aanneemt dat het aantal zetels niet verhoogd mag worden, tot het systeem komt volgens hetwelk sommige provinciale vertegenwoordigingen zullen verminderd worden en andere verhoogd. Psychologisch wordt het resultaat heel slecht onthaald in het land en het draagt ertoe bij de kloof te verbreden die de opinie verdeelt.

Door een grotere billijkheid na te streven — zonder deze overigens te bereiken — zou men de nationale samenhang schade berokkenen. Is het dat wat men wenst ?

Volgens het regeringsontwerp wordt een zetel van volksvertegenwoordiger afgenomen van vijf arrondissementen uit het Franstalige lands-gedeelte en van één Vlaams arrondissement. Bedoelde zes zetels zullen worden overgedragen als volgt : één naar Wallonië, één naar Brussel en vier naar Vlaanderen.

Au Sénat, cinq sièges sont déplacés : l'un est perdu en Wallonie, les quatre autres changent d'arrondissement en Flandre.

L'équité recherchée est-elle obtenue pour autant ? Certes non. C'est ainsi qu'après l'attribution première pour la Chambre de 197 sièges, à raison d'un par tranche de 43 347 habitants, le solde ne peut plus être distribué autrement qu'en créant des situations qu'on ne peut certes pas qualifier de plus équitables que celles qu'on prétend redresser.

On a soutenu jadis, non sans raison, que les soldes n'appartenaient à personne, et cette constatation a conduit le législateur à consacrer la tradition des « excédents prioritaires ». Nous ne croyons pas que l'équité soit mieux respectée dans un système que dans l'autre. Aussi bien, l'examen du tableau de l'annexe I nous en donne la preuve.

C'est ainsi que la province de Flandre Orientale obtient quatre sièges complémentaires, pour un excédent provincial de 144 699 habitants, ce qui ne fait que trois tranches de 43 347 habitants; le quatrième siège est obtenu avec un excédent provincial de 14 658 habitants.

Or, dans la Flandre Occidentale, l'arrondissement d'Ypres perd un siège, avec un excédent supérieur, s'élevant à 19 978 habitants. Peut-on soutenir que l'on rend la situation plus équitable ?

Autre rapprochement à faire, cette fois entre Hasselt et la Flandre Orientale : Hasselt, avec un excédent d'arrondissement de 18 764 habitants, n'a pas de siège complémentaire, tandis que la Flandre Orientale, avec un excédent provincial de 14 658 habitants seulement, gagne un siège.

La province de Namur perd aussi un siège, à Dinant, avec un excédent provincial supérieur à celui de 14 658 qui en fait gagner un à la Flandre Orientale. De plus, cet excédent provincial de Namur-Dinant de 22 656 habitants, est supérieur aux suivants qui donnent un siège complémentaire, de : Gand-Eeklo : 20 598 et Huy-Waremme : 21 085.

Peut-on soutenir, devant ces chiffres, que la répartition proposée par le Gouvernement est plus équitable que celle qui résultait, en 1936 et en 1949, de la priorité donnée aux excédents dits « prioritaires », et que l'honorable président du Sénat, M. Struye, expliquait comme suit dans la proposition de loi n° 63 déposée par lui le 5 décembre 1957 :

« A la base de ce système se trouve le principe qu'un siège qui ne représente qu'un excédent doit être cédé à un autre arrondissement, dès que ce dernier peut le revendiquer, pour une tranche complète de 40 000 ou de 80 000 habitants. »

Comme le faisait remarquer le sénateur Leynen, co-signataire de la proposition Struye évoquée ci-avant, dans les développements de la proposition n° 107 qu'il déposa il n'y a guère plus d'un an, le 19 février 1963, la thèse des excédents prioritaires réunit, en sa faveur, d'importants arguments d'ordre moral et psychologique. Il rappelle qu'une règle identique a été appliquée lors de l'adaptation précédente. Il souligne que la perte d'un siège sur six, dans la province de Luxembourg, serait proportionnellement plus grave pour cette province que pour un arrondissement plus peuplé. Il écrivait aussi : « une stabilisation du nombre de parlementaires... se ferait au détriment de trois arrondissements du sud du pays, ce qui risquerait d'aggraver l'opposition entre les deux communautés linguistiques ».

Ces considérations récentes conservent toute leur valeur, laquelle se trouve même renforcée dans le climat actuel du sentiment de minorisation qui étreint la Wallonie, et du fait que pas une, mais quatre provinces wallonnes perdraient un siège.

La perte dans ces provinces prend les proportions suivantes : dans le Luxembourg, un sixième de sa représentation à la Chambre; dans la province de Namur, un huitième de sa représentation à la Chambre et un cinquième de celle du Sénat.

Proportionnellement, cela représenterait une perte de presque huit députés et plus de cinq sénateurs dans la province de Brabant.

Les deux provinces les moins peuplées de Belgique seraient très durement affectées.

Dans notre esprit à tous, il ne peut pas être admis qu'une région quelconque soit moins justement représentée qu'une autre.

Le tout est de s'entendre sur la notion de région.

De tout temps et traditionnellement, en matière de répartition des sièges, c'est la province qui a été prise en considération comme région type. Le Gouvernement le confirme dans l'Exposé des Motifs.

Il y substitue maintenant une nouvelle notion — par le truchement des arrondissements — qui, après la fixation de la « frontière linguistique », constitue un nouveau pas dans la voie d'un fédéralisme qui n'ose avouer son nom. Aux provinces se substituent les « régions linguistiques ! », comme si la Constitution avait aboli les neuf provinces pour les remplacer par trois régions linguistiques : flamande, wallonne, bruxelloise.

In de Senaat worden vijf zetels verplaatst : één gaat verloren voor Wallonië, de vier andere veranderen van arrondissement in Vlaanderen zelf.

Bereikt men daardoor de billijke toestand die wordt nagestreefd ? Zeker niet. Zo komt het dat, na een eerste toekenning van 197 zetels voor de Kamer, naar rata van één zetel per 43 347 inwoners, het saldo alleen nog kan worden verdeeld door toestanden in het leven te roepen die men zeker niet billijker kan heten dan die welke men wenst te verhelpen.

Vroeger heeft men, niet zonder een goede reden, de stelling verdedigd, dat de saldi aan geen enkel gewest toebehoorden, en die vaststelling heeft de wetgever ertoe gebracht de traditie van de « prioritaire overschotten » te vestigen. Wij menen niet dat de billijkheid in het ene stelsel meer wordt geëerbiedigd dan in het andere. Een onderzoek van de in bijlage I voorkomende tabel levert daarvan trouwens het bewijs.

Zo krijgt de provincie Oost-Vlaanderen vier zetels bij, voor een overschot, over de provincie, van 144 699 inwoners, d.i. slechts drie tranches van 43 347 inwoners; de vierde zetel stemt overeen met een provinciaal overschot van 14 658 inwoners.

In West-Vlaanderen nu, verliest het arrondissement Ieper een zetel, met een overschot dat hoger ligt, nl. 19 978 inwoners. Kan men dan nog staande houden dat de toestand billijker wordt gemaakt ?

Een andere vergelijking, ditmaal tussen Hasselt en Oost-Vlaanderen : Hasselt krijgt geen zetel bij ondanks een overschot, voor het arrondissement, van 18 764 inwoners, terwijl Oost-Vlaanderen, met een provinciaal overschot van slechts 14 658 inwoners, een zetel wint.

Ook de provincie Namen verliest een zetel, te Dinant, met een provinciaal overschot dat hoger ligt dan 14 658, waarmee Oost-Vlaanderen er een wint. Bovendien ligt dit provinciaal overschot van 22 656 inwoners van Namen-Dinant hoger dan de volgende overschotten die recht geven op een bijkomende zetel : 20 598 voor Gent-Eeklo en 21 085 voor Hoei-Borgworm.

Kan men, ten aanzien van dergelijke cijfers, volhouden dat de door de Regering voorgestelde verdeling billijker is dan die welke in 1936 en in 1949 voortvloeide uit de voorrang aan de z.g. « prioritaire » overschotten, die door de achtbare voorzitter van de Senaat, de heer Struye, als volgt werden toegelicht in het door hem op 5 december 1957 ingediende wetsvoorstel n° 63 :

« Als regel wordt aangenomen dat een zetel, die slechts door een overschot vertegenwoordigd is, maar aan een ander arrondissement moet afgestaan worden, zodra dit laatste er met de volle schijf (40 000 resp. 80 000) aanspraak op kan maken. »

Zoals senator Leynen, mede-ondertekenaar van het hoger aangehaalde voorstel Struye, opmerkt in de toelichting bij het voorstel n° 107, dat hij achteraf, namelijk op 19 februari 1963, indijende, kan de thesis van de prioritaire overschotten bogen op belangrijke zedelijke en psychologische argumenten. Hij herinnert eraan dat een gelijkaardige regel bij de voorafgaande aanpassing is toegepast. Hij legt er de nadruk op dat het verlies van één op zes zetels in de provincie Luxemburg naar verhouding veel erger voor deze provincie is dan voor een dichter bevolkt arrondissement. Hij schreef nog het volgende : « Blokkring van het aantal... heeft tot gevolg dat de slachtoffers van de herverdeling van het huidig aantal mandaten een drietal zuidelijke arrondissementen zijn, en dat hierdoor de tegenstelling tussen de beide taalgemeenschappen kan worden toegespitst ».

Deze recente bedenkingen behouden al hun waarde, die zelfs wordt versterkt ingevolge het gevoel van minorisatie dat Wallonië thans bevangt en het feit dat niet één, maar vier Waalse provincies een zetel zouden verliezen.

Het verlies in die provincies neemt de volgende verhoudingen aan : in Luxemburg, een zesde van haar vertegenwoordiging in de Kamer; in de provincie Namen, een achtste van haar vertegenwoordiging in de Kamer en één vijfde van die in de Senaat.

Naar verhouding zou zulks neerkomen op een verlies van bijna acht volksvertegenwoordigers en van meer dan vijf senatoren in de provincie Brabant.

De twee minst bevolkte Belgische provincies zouden zeer erg getroffen worden.

Ieder van ons is van oordeel dat niet kan worden aanvaard dat om het even welke streek minder billijk zou zijn vertegenwoordigd dan een andere.

De kern van het probleem is dat men het eens wordt over het begrip « streek ».

Voor de verdeling van de zetels heeft men altijd en traditioneel de provincie als « type-streek » in aanmerking genomen. De Regering bevestigt zulks in de Memorie van Toelichting.

Zij vervangt de « type-streek » thans — via de omweg van de arrondissementen — door een nieuwe indeling, die na de vaststelling van de « taalgrens » een verdere stap betekent in de richting van het federalisme dat zijn naam niet durft zeggen. De provincies worden vervangen door de « taalstreken », alsof de Grondwet de negen provincies zou hebben opgeheven en vervangen door drie taalstreken : Vlaanderen, Wallonië, Brussel.

C'est pourquoi, et sans vouloir enlever à la partie flamande du pays un seul des sièges qui lui revient, nous proposons d'amender le projet du Gouvernement, par l'introduction de la notion traditionnelle du respect des « excédents prioritaires » que définissait M. Struye.

Ce n'est possible qu'en augmentant le nombre des représentants de cinq, et celui des sénateurs de 3, les diviseurs de 43 347 et 86 695 étant conservés.

De la sorte, les provinces de Flandre Occidentale, de Hainaut, de Liège, de Namur et de Luxembourg conserveraient un siège de député, tandis que les provinces des deux Flandres et celle de Namur garderaient également le siège de sénateur.

Par province, voici quelle serait la répartition, à la Chambre, comparée à l'actuelle :

Anvers : 33 contre 32; Brabant : 46 contre 44; Flandre Occidentale : 24, statu quo; Flandre Orientale : 30, sans changement; Limbourg : 13 au lieu de 11; statu quo dans le Hainaut : 32; Liège : 24; Luxembourg : 6; Namur : 9. Total : 217 sièges, au lieu de 212.

Remarquons que cette répartition corrigerait les injustices incontestables que nous avons signalées, notamment dans le cas de l'arrondissement d'Ypres et celui de la province de Namur.

Par régions linguistiques, si l'on tient à faire la comparaison, la répartition serait la suivante :

Provinces flamandes : 108 au lieu de 104 actuellement;  
Provinces wallonnes + Nivelles : 76 au lieu de 76 actuellement;  
Arrondissement électoral Bruxelles : 33 au lieu de 32 actuellement;

Chambre des Représentants : total 217 au lieu de 212 actuellement.

Pour le Sénat, la répartition semble plus compliquée. Il y aurait, en effet, 109 sénateurs élus, au lieu de 106, soit 3 en plus.

Dans le projet du Gouvernement, perdent une unité par rapport au nombre actuel, les provinces de Flandre Occidentale, Orientale, de Namur et de Hainaut. Cela fait quatre sièges. Or il n'y aurait que trois sièges de plus à répartir.

Il faut remarquer que l'arrondissement Mons-Soignies détient actuellement six sièges, alors qu'il a quatre tranches de 86 695 habitants, et qu'il recevrait, suivant le projet n° 691, un siège complémentaire, pour un excédent de 76 522 habitants. C'est ce qu'on peut appeler « une situation abusivement acquise ». Cet arrondissement devrait abandonner un siège et n'en conserver que cinq. Il ne resterait donc, en réalité, que trois sièges à répartir suivant la règle des « excédents prioritaires ».

D'autre part, selon le projet du Gouvernement, la Flandre Occidentale perdrait deux sièges : l'un à Roulers-Tielt, l'autre à Courtrai-Ypres mais en gagnerait un à Bruges. Les deux premiers devraient être maintenus (excédents prioritaires). Mais alors, il ne serait pas attribué de siège complémentaire à Bruges, ce qui rendrait un siège dit « complémentaire » disponible. On n'en répartirait donc que 8 au lieu de 9. De la sorte, un 4<sup>e</sup> siège prioritaire pourrait être attribué.

Finalement, les sièges prioritaires seraient répartis comme suit : Roulers-Tielt : + 1; Courtrai-Ypres : + 1; Gand-Eeklo : + 1; Namur : + 1.

Les sièges « complémentaires » prévus dans le projet du Gouvernement seraient attribués, sauf celui de Bruges, puisqu'au total, par rapport au projet n° 691, la province gagnerait un siège.

Dans l'ensemble, les sièges pour le Sénat seraient attribués comme suit :

Par tranche de 86 695 habitants : 97; excédents prioritaires : 4; sièges complémentaires : 8.

Les provinces de Flandre Orientale et Occidentale et de Namur, ne perdraient aucun siège.

Par province, les sièges seraient répartis comme suit :

Anvers : 17 au lieu de 16 actuellement; Brabant : 23 au lieu de 22; Flandre Occidentale : 12, inchangé; Flandre Orientale : 15, inchangé; Hainaut : 15 au lieu de 16; Liège : 12, inchangé; Limbourg : 7 au lieu de 5; Luxembourg : 3, inchangé; Namur : 5, inchangé.

Par région linguistique on obtient :

Provinces flamandes + Louvain : 55 au lieu de 52 actuellement (+ 3);  
Provinces wallonnes + Nivelles : 37 au lieu de 38 actuellement (— 1);  
Arrondissement électoral de Bruxelles : 17 au lieu de 16 actuellement (+ 1);

Total : 109 au lieu de 106 actuellement (+ 3).

Om die reden en zonder dat wij het Vlaamse landsgedeelte één zetel willen ontnemen van degene die het toekomen, stellen wij voor het regeringsontwerp in die zin te amenderen dat wordt teruggekeerd naar het traditionele begrip van de « prioritaire overschotten » zoals de heer Struye het heeft omschreven.

Dit is alleen mogelijk indien het aantal volksvertegenwoordigers met vijf en het aantal senatoren met drie wordt verhoogd; zodoende kunnen de delers 43 347 en 86 695 behouden blijven.

Op die wijze zouden de provincies West-Vlaanderen, Henegouwen, Luik, Namen en Luxemburg een zetel van volksvertegenwoordiger behouden, terwijl de beide Vlaanderen en de provincie Namen insgelijks de zetel van senator zouden behouden.

In vergelijking met de huidige verdeling zou de Kamer per provincie als volgt zijn samengesteld :

Antwerpen : 33 tegen 32; Brabant : 46 tegen 44; West-Vlaanderen : 24, status-quo; Oost-Vlaanderen : 30, ongewijzigd; Limburg : 13 in plaats van 11; status-quo in de provincies Henegouwen : 32; Luik : 24; Luxemburg : 6; Namen : 9. Totaal : 217 zetels in plaats van 212.

Wij wijzen er op dat deze indeling de door ons vermelde en onweerlegbare onrechtvaardigheid, in het bijzonder wat het arrondissement Ieper en de provincie Namen betreft, ongedaan zou maken.

Indien men er op staat de vergelijking te maken per taalstreek, dan is de verdeling als volgt :

Vlaamse provincies : 108 in plaats van thans 104;  
Waalse provincies + Nijvel : 76 in plaats van thans 76;  
Kiesarrondissement Brussel : 33 in plaats van thans 32;

Kamer van Volksvertegenwoordigers : totaal : 217 in plaats van thans 212.

Voor de Senaat schijnt de verdeling ingewikkelder te zijn. Er zouden inderdaad 109 verkozen senatoren zijn in plaats van 106, dit is 3 meer.

Volgens het Regeringsontwerp verliezen de provincies West- en Oost-Vlaanderen evenals Namen en Henegouwen elk één zetel ten opzichte van het huidig aantal. Dit maakt vier zetels. Welnu, er zouden slechts drie zetels meer te verdelen zijn.

Er dient te worden opgemerkt dat het arrondissement Bergen-Zinnik thans over zes zetels beschikt, daar waar het vier tranches van 86 695 inwoners telt en het, volgens ontwerp n° 691, een bijkomende zetel zou bekomen met een overschot van 76 522 inwoners. Dit is wat men « een onrechtmatig verworven toestand » kan noemen. Bedoeld arrondissement zou één zetel moeten prijsgeven en er slechts vijf behouden. In werkelijkheid zouden er dus drie zetels te verdelen blijven volgens de regel van de « prioritaire overschotten ».

Anderzijds zou, volgens het regeringsontwerp, West-Vlaanderen twee zetels verliezen : de ene in Roeselare-Tielt, de andere in Kortrijk-Ieper; die provincie zou er anderzijds één winnen te Brugge. De eerste twee zouden moeten behouden worden (prioritaire overschotten). Maar dan zou er geen bijkomende zetel aan Brugge toegekend worden, zodat een « bijkomende zetel » beschikbaar zou worden. Men zou er dus 8 verdelen in plaats van 9. Aldus zou een 4<sup>de</sup> prioritaire zetel kunnen toegekend worden.

Ten slotte zouden de prioritaire zetels als volgt verdeeld worden : Roeselare-Tielt : + 1; Kortrijk-Ieper : + 1; Gent-Eeklo : + 1; Namen : + 1.

De « bijkomende » zetels, waarin het regeringsontwerp voorziet, zouden toegekend worden met uitzondering van die van Brugge vermits, in het geheel, en in vergelijking met het ontwerp n° 691, de provincie één zetel zou winnen.

Voor gans het land zouden de zetels voor de Senaat als volgt toegekend worden :

Per tranche van 86 695 inwoners : 97; prioritaire overschotten : 4; bijkomende zetels : 8.

De provincies Oost- en West-Vlaanderen alsook Namen zouden geen zetel verliezen.

Per provincie zouden de zetels als volgt verdeeld worden :

Antwerpen : 17 in plaats van thans 16; Brabant : 23 in plaats van 22; West-Vlaanderen : 12, ongewijzigd; Oost-Vlaanderen : 15, ongewijzigd; Henegouwen : 15 in plaats van 16; Luik : 12, ongewijzigd; Limburg : 7 in plaats van 5; Luxemburg : 3, ongewijzigd; Namen : 5, ongewijzigd.

Per taalstreek bekomt men :

Vlaamse provincies + Leuven : 55 in plaats van thans 52 (+ 3);  
Waalse provincies + Nijvel : 37 in plaats van thans 38 (— 1);  
Kiesarrondissement Brussel : 17 in plaats van thans 16 (+ 1);

Totaal : 109 in plaats van thans 106 (+ 3).

C. DECKER,  
M. JAMINET.